

03018X0005



PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

BRGM CHA	
REÇU LE	
18 MAI 2015	
DIFFUSION	CLASSEMENT
VISA <i>ff</i>	

Préfecture

Direction de la réglementation,
des collectivités locales
et des politiques publiques

Bureau des réglementations et des élections

ARRÊTÉ N° 1619 DU 29 AVR. 2015

portant modification de la déclaration d'utilité publique pour la dérivation des eaux
et la mise en place des périmètres de protection réglementaire

Source Fond des Vaux,
exploitée par la commune d'HUMBERVILLE

Le Préfet de la Haute-Marne

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10 ; L 1324-1 à L 1324-5 ;

R 1321-1 à R 1321-36 ; R 1321-42 à R 1321-59 et R 1321-64 à R 1321-66 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L 210-1 ; L 211-1 ; L 214-1 à L 214-6 et L 215-3 ;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L 214-1 à L 214-3 du Code de l'Environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007, paru au Journal Officiel du 10 juillet 2007 et relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du Code de la Santé Publique ;

VU la délibération de la commune d'HUMBERVILLE en date du 14 novembre 2014 demandant une dérogation à l'obligation de clôturer le captage de la source Fond des Vaux (article 8 de l'arrêté préfectoral n° 1389 du 25 mai 1981) ;

Considérant que l'utilité publique de l'opération est supérieure aux inconvénients qu'elle est susceptible de générer ;

Considérant que le périmètre de protection immédiate se situe en forêt, dans un endroit difficilement accessible, desservi par un chemin non carrossable ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 – OBJET

L'arrêté préfectoral n° 1389 du 25 mai 1981 instaurant les périmètres de protection du captage de la source Fond des Vaux appartenant à la commune d'HUMBERVILLE est modifié comme suit :

ARTICLE 8 : le périmètre de protection immédiate dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété sera délimité par un rectangle de 16m60 X 9m60.

Le captage de la source Fond des Vaux étant situé en forêt, la commune d'HUMBERVILLE est dispensée de la pose d'une clôture munie d'un portail fermant à clef autour de cet ouvrage.

Le reste de **l'ARTICLE 8** de l'arrêté préfectoral n° 1389 du 25 mai 1981 est inchangé.

ARTICLE 2 – INFORMATION DES TIERS - PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera :

- inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne ;
- affiché à la mairie d'HUMBERVILLE pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux à la diligence du préfet et aux frais de la commune d'HUMBERVILLE.

ARTICLE 3 – DURÉE DE VALIDITÉ

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage d'HUMBERVILLE reste utilisé pour la production d'eau de la collectivité.

ARTICLE 4 – DÉLAI DE RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours adressé par lettre recommandée avec accusé de réception au tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification ou de la publicité de l'arrêté préfectoral.

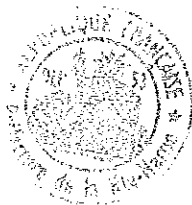
ARTICLE 5 – EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Marne, le Délégué Territorial Départemental de l'ARS Haute-Marne et le Maire d'HUMBERVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Seine Normandie,
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Haute-Marne,
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- au Directeur du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),
- à la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) – pôle Protection du Consommateur,
- au Directeur Départemental des Territoires (DDT) – service Environnement et Ressources Naturelles,
- au Président du Conseil Départemental – direction de l'Environnement et de l'Agriculture,
- au Directeur de l'Office National des Forêts (ONF),
- au Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA),
- au Coordonnateur Départemental des hydrogéologues agréés.

Fait à CHAUMONT, le 29 AVR. 2015

**Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture**



Khalida SELLALI

